

Budget de l'ESR : élargir et amplifier la mobilisation dès maintenant vers un 11 mars massif!

Alors que l'année 2024 s'était terminée sur le constat que 80 % des universités étaient désormais déficitaires, l'installation d'un nouveau gouvernement n'a pas conduit à une amélioration des orientations budgétaires pour l'enseignement supérieur et la recherche. Au contraire!

Par **CAROLINE MAURIAT** et **ANNE ROGER**,
cosecrétaires générales

Lors de l'examen des crédits en séance publique du Sénat, le 20 janvier dernier, un amendement gouvernemental a annulé 630 millions d'euros de crédits au sein de la Mission interministérielle recherche et enseignement supérieur, soit 80 millions d'euros de plus que ce que prévoyait la précédente coupe, déjà catastrophique. Cette nouvelle saignée porte ainsi à plus de 1 milliard d'euros les coupes budgétaires par rapport à la loi de finances initiale 2024. Pour ce qui concerne l'enseignement supérieur et la recherche publics, le budget du programme 150 « formations supérieures et recherche universitaire » ne permet pas de financer toutes les mesures intégrées dans la loi de programmation de la recherche : augmentation progressive de la C1, montants spécifiques à la C2 et à la C3, repyramidage, contrats doctoraux, emplois, etc. Il faudra donc faire des choix. Par ailleurs, le budget hypothèque la suite de la réforme des bourses dont les étudiant·es ont pourtant cruellement besoin. La recherche, en particulier le CNRS, est quant à elle particulièrement touchée par les coupes portées par le ministre, qui opère sur le fonds de roulement du CNRS la même manœuvre que celle menée en 2024 sur ceux des universités, à savoir les réduire au motif qu'il y aurait des réserves. Enfin, tout ce qui n'était pas prévu dans le projet de loi de finances 2025 du gouvernement Barnier, comme les mesures dites « Guerini », ne l'est toujours pas. Les fonds de roulement des universités ayant été mis presque à sec sur l'exercice 2024, les investissements nécessaires ne pourront pas tous être assurés.

CONSÉQUENCES NÉFASTES

Les mesures évoquées par France Universités pour les formations, dont certaines sont d'ores et déjà à l'œuvre – fermeture de diplômes ou d'antennes universitaires, réduction des capacités d'accueil, réduction des offres de services, gel ou report des investissements, etc. –,

auront des conséquences directes et néfastes sur l'avenir de la jeunesse. Un autre financement est indispensable pour maintenir l'offre de formation sur l'ensemble des sites universitaires, pour toutes les bacheliers et tous les bacheliers, mais également pour tous et toutes les diplômé·es de licence qui souhaitent poursuivre en master. Les coupes envisagées dans la recherche obèrent également le développement du champ des connaissances et hypothèquent la capacité de notre pays à répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

CONSTRUIRE LA MOBILISATION

Le SNESUP-FSU appelle à continuer la campagne d'information sur les questions budgétaires cruciales pour l'avenir de l'ESR. Dans la continuité des actions impulsées par l'intersyndicale en décembre 2024, il a organisé deux webinaires, courant janvier, dont les supports de présentation sont accessibles pour organiser des réunions d'information dans les établissements. Il encourage à s'en saisir, à échanger et discuter des actions à mettre en œuvre, localement, au plus près des collègues, pour construire la mobilisation pour un autre budget pour l'ESR public. Début février, les étudiants ont lancé un mouvement contre la casse de l'enseignement supérieur. À Nantes, à Rennes, à Caen, etc., des rassemblements et assemblées générales ont été organisés par elles et eux. Le 11 février, l'intersyndicale appelait les étudiant·es et tout le personnel à un rassemblement devant le Panthéon pour un autre budget pour l'ESR et contre le projet « key labs » pour le CNRS. Le même jour, à Rennes, les collègues étaient en grève.

Le SNESUP-FSU appelle à soutenir le mouvement des étudiant·es et à se saisir des dates des 27 février et 6 mars, ciblées par l'intersyndicale de l'ESR pour organiser des AG et discuter des actions à mettre en œuvre en vue de construire une mobilisation massive le 11 mars prochain, jour du Cneser budgétaire. Le 11 mars, disons non à l'austérité et à la casse de l'ESR ! ■

Le SNESUP-FSU appelle à continuer la campagne d'information sur les questions budgétaires cruciales.